

# EXAMEN PROFESSIONNEL SAENES CLASSE SUPERIEURE, SESSION 2021

## Proposition de Corrigé

### Introduction

L'article 25 septies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée rappelle que le fonctionnaire consacre l'intégralité de son activité professionnelle aux tâches qui lui sont confiées et ne peut exercer, à titre professionnel, aucune activité privée lucrative.

Conformément à ce principe général certaines activités sont interdites aux agents publics. Toutefois ils sont autorisés à exercer librement certaines activités.

La réglementation actuelle permet à l'agent public, sous certaines conditions et selon certaines modalités, de cumuler son activité principale avec une activité accessoire.

### Première partie

**Les agents publics ont l'interdiction de se consacrer à certaines activités. Néanmoins ils sont autorisés à exercer librement certaines activités.**

**A Certaines activités sont légalement interdites aux agents publics.** (article 25 septies modifié de la loi du 13 juillet 1983)

L'agent public a l'interdiction de :

- créer ou de reprendre une entreprise lorsque celle-ci donne lieu à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à affiliation au régime L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale s'il occupe un emploi à temps complet et qu'il exerce ses fonctions à temps plein ;
- participer aux organes de direction de sociétés ou d'associations à but lucratif ;
- donner des consultations, de procéder à des expertises ou de plaider en justice dans les litiges intéressant toute personne publique, le cas échéant devant une juridiction étrangère ou internationale, sauf si cette prestation s'exerce au profit d'une personne publique ne relevant pas du secteur concurrentiel ;
- prendre ou de détenir, directement ou par personnes interposées, dans une entreprise soumise au contrôle de l'administration à laquelle il appartient ou en relation avec cette dernière, des intérêts de nature à compromettre son indépendance ;
- cumuler un emploi permanent à temps complet avec un ou plusieurs autres emplois permanents à temps complet.

**B Les agents publics peuvent exercer librement certaines activités sans autorisation préalable.** (article 25 septies modifié de la loi du 13 juillet 1983 - article 10 décret du 30 janvier 2020)

Le fonctionnaire est ainsi autorisé à exercer librement :

- la production d'œuvres de l'esprit, au sens des articles L.112-1, L.112-2 et L.112-3 du code de la propriété intellectuelle, dans le respect des dispositions relatives au droit d'auteur des agents publics et du secret professionnel et de la discrétion professionnelle ;
- une activité bénévole au profit de personnes publiques ou privées sans but lucratif ;
- la gestion du patrimoine personnel ou familial ;
- une profession libérale découlant de la nature de leurs fonctions pour les membres du personnel enseignant.

## Deuxième partie

**L'agent public peut être autorisé, par l'autorité hiérarchique dont il relève, à exercer à titre accessoire, une activité lucrative ou non, auprès d'une personne ou d'un organisme public ou privé selon certaines modalités.**

**A L'agent public peut cumuler des activités accessoires avec son activité principale.** (article 11 décret 30 janvier 2020)

Les activités accessoires autorisées sont les suivantes :

- Expertise et consultation auprès d'un organisme ou d'une entreprise privée ;
- Activités d'enseignement et de formation ;
- Activités agricoles ;
- Activités de conjoint collaborateur au sein d'une entreprise artisanale, commerciale ou libérale ;
- Aide à domicile à un ascendant, à un descendant, à son conjoint, à son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou à son concubin ;
- Travaux de faible importance réalisés chez des particuliers ;
- Activité d'intérêt général exercée auprès d'une personne publique ou auprès d'une personne privée à but non lucratif ;
- Missions d'intérêt public de coopération internationale ou auprès d'organismes d'intérêt général à caractère international ou d'un Etat étranger ;
- Services à la personne conformément à l'article L 7231-1 du code du travail ;
- Vente de biens fabriqués personnellement par l'agent.

Les agents publics qui se proposent de reprendre une entreprise ou une activité libérale doivent désormais obtenir de leur administration une autorisation d'accomplir leur service à temps partiel.

L'activité accessoire ne doit pas porter atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou à la neutralité du service. Elle ne peut être exercée qu'en dehors des heures de service de l'agent concerné.

**B Le cumul d'une activité à titre accessoire avec une activité à titre principal est subordonné à la délivrance d'une autorisation par l'autorité hiérarchique et s'effectue selon certaines modalités.** (article 25 septies de la loi du 13 juillet 2003, décret du 30 janvier 2020, loi du 20 avril 2016, loi du 6 août 2019)

L'agent qui souhaite exercer une activité accessoire doit effectuer une demande par écrit auprès de l'autorité hiérarchique dont il relève. Il doit fournir à l'administration un certain nombre d'informations. Sa demande fait l'objet d'un accusé de réception.

L'autorité compétente dispose d'un délai d'un mois pour notifier sa décision, à compter de la réception de la demande. Ce délai est porté à deux mois, si des informations complémentaires lui sont nécessaires. En l'absence de décision expresse écrite dans le délai d'un mois ou deux, la demande d'autorisation est réputée rejetée.

Dans certains cas, lorsque l'autorité compétente a un doute sur la compatibilité de l'activité privée envisagée avec les fonctions exercées, elle peut saisir pour avis le référent déontologue ou la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a remplacé la commission de déontologie instituée par la loi du 2 avril 2016 par la Haute Autorité de transparence de la vie publique qui rend un avis dans un délai de deux mois à compter de sa saisine.

## Présentation générale de la copie, orthographe.